

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs,

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Vous trouverez dans cette lettre l'actualité du mois d'octobre 2024. Celle-ci accueille deux nouveaux contributeurs que nous remercions : Adam Boubel, doctorant à l'Université de Paris 8, en charge de l'actualité sur la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA et Samuel Claude, doctorant à l'Université de Paris 8 en charge de l'actualité des blogs de langue anglaise.

Le Bureau est par ailleurs heureux de vous annoncer son renouvellement ! Nous remercions Juliette Hodayé pour tout son travail et son investissement dans les activités des jeunes chercheurs et nous lui souhaitons bon courage dans son parcours académique ! Elle est remplacée par Nathan Pelletier, doctorant à l'Université de Rennes, pour un mandat de trois ans.

En vous souhaitant une bonne lecture,

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

NOUVELLES EN VRAC.....	3
APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI... ..	4
JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	5
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE.....	5
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS.....	7
<i>CIRDI</i>	7
<i>Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA</i>	7
TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER.....	12
JURISPRUDENCES DES COURS REGIONALES DES DROITS DE L'HOMME.....	13
<i>Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme</i>	13
<i>Cour africaine des droits de l'homme et des peuples</i>	14
<i>Cour européenne des droits de l'Homme</i>	14
COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE	14
JURISPRUDENCES NATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL	15
JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT D'ASILE	15
<i>Cour Nationale du Droit d'Asile</i>	15
ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.....	16
ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES.....	16
CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES	16
COMITE DU CONSEIL DE SECURITE FAISANT SUITE AUX RESOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EILIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPES, ENTREPRISES ET ENTITES QUI LEUR SONT ASSOCIES.....	16
PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	17
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE	17
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE.....	19
BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE	32
BLOGS DE LANGUE ITALIENNE	32

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ L'Université Côte d'Azur (IdPD/LADIE) organise une conférence sur le thème « **L'application du droit des conflits armés au sein des opérations militaires : le rôle du LEGAD (Legal Advisor)** ». Elle aura lieu le **3 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université Jean Moulin Lyon III (CEE-EDIEC) organise un colloque sur le thème « **L'actualité du droit du climat** ». Il aura lieu le **4 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université Paris Nanterre (CEDIN) organise un colloque sur le thème « **L'exploitation des ressources naturelles à l'épreuve de la transition énergétique** ». Il aura lieu le **5 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université de Strasbourg (CEIE) organise une conférence sur le thème « **La notion de juridiction dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme autour de la conception de Krzysztof Wojtyczek** ». Elle aura lieu le **6 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université Libre de Bruxelles (CDI) organise une conférence sur le thème « **Comment assurer le respect des droits humains dans les territoires illégalement occupés ? Une analyse de l'arrêt du 25 juin 2024 de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Ukraine contre Russie (Crimée)** ». Elle aura lieu le **10 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université de Brest (AMURE) et l'Université Paris Nanterre (CEDIN) organisent la séance d'ouverture de leur troisième séminaire dans le cadre du cycle de recherche sur le thème « **Navigating the BBNJ Agreement** ». Cette séance portera plus précisément sur « **L'architecture institutionnelle dédiée à la mise en œuvre de l'accord BBNJ** » et aura lieu le **12 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).

APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ Le service juridique de l'ambassade de France à La Haye recherche un **volontaire international en administration** (VIA) pour occuper un poste de chargé de mission juridique. Ce volontariat est d'un an (renouvelable une fois) et doit débiter le 1er avril 2025. La date limite pour candidater est fixée au **5 décembre 2024**. Plus d'informations sur ce [lien](#).

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour internationale de Justice

Avec la contribution de Mathilde Desurmont, Doctorante à l'Université de Strasbourg (pour les communiqués, ordonnances, mesures conservatoires et exceptions préliminaires) et de Suzy Malbeaux, Doctorante à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (pour les arrêts de fond et de réparation et les avis consultatifs)

2 octobre – [Déclaration d'intervention](#) : Les Maldives ont déposé ce jour au Greffe une déclaration d'intervention en l'affaire relative à l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), en vertu de l'article 63 du Statut de la Cour. Les Maldives considèrent qu'en tant que membre de ladite Convention elle a le droit de formuler son interprétation notamment des articles premier, II, III, IV, V et VI. Comme le prévoit l'article 83 du Règlement de la Cour, l'Afrique du Sud et Israël ont été invités à présenter des observations écrites sur la déclaration d'intervention des Maldives.

4 octobre – [Communiqué de presse](#) : La Cour a tenue des audiences publiques sur le fond en l'affaire de la *Délimitation terrestre et maritime et souveraineté sur des îles* (Gabon/Guinée équatoriale) qui se sont achevées aujourd'hui par la présentation des conclusions finales du Gabon. Pour rappel les parties aux termes du [compromis](#) ont prié la Cour « de dire si les titres juridiques, traités et conventions internationales invoqués par les Parties font droit dans les relations entre la République gabonaise et la République de Guinée équatoriale s'agissant de la délimitation de leurs frontières maritime et terrestre communes et de la souveraineté sur les îles Mbanié, Cocotiers et Conga ». La Cour va entamer à présent son délibéré. Aucune date de rendu n'est pour le moment communiquée.

9 octobre – [Déclaration d'intervention](#) : La Bolivie, se fondant sur l'article 63 du Statut de la Cour, a déposé ce jour au Greffe une déclaration d'intervention dans le cadre de l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza* (Afrique du Sud c. Israël). La Bolivie invoque sa qualité de partie à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide pour intervenir et présenter son interprétation de ladite Convention. Comme le prévoit l'article 83 du Règlement de la Cour, l'Afrique du Sud et Israël ont été invités à présenter des observations écrites sur la déclaration d'intervention de la Bolivie.

24 octobre – [Discours du Président de la CIJ à l'AGNU](#): S. Exc. M. le juge Nawaf Salam, président de la Cour internationale de Justice, s'est adressé aujourd'hui à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'occasion de la présentation du [rapport annuel](#) de la Cour pour l'année judiciaire 2023-2024.

Jurisprudences relatives au droit des investissements

CIRDI

Avec la contribution de Ruxandra Gologan

À paraître prochainement.

Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA

Avec la contribution d'Adam Boubel, doctorant à l'Université de Paris 8

1. Note descriptive de la CCJA de l'OHADA :

Instituée par le Traité de Port-Louis du 17 octobre 1993, l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), dont le texte fondateur a été modifié en vertu du Traité de Québec du 17 octobre 2008, est une organisation régionale d'intégration juridique. Prônant l'unicité d'interprétation en matière de droit des affaires et le recours aux procédures d'arbitrages, l'OHADA s'est dotée en 1999 d'une Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) qui exerce son rôle sur la base de compétences renforcées depuis l'entrée en vigueur en 2018 du nouveau Règlement d'arbitrage adopté par le Conseil des Ministres de l'OHADA.

2. Actualité de la CCJA :

S'est tenue le 3 octobre 2024 la réunion de rentrée de la CCJA de l'OHADA. Les responsables de la juridiction supra-nationale ont tenu à souligner le taux de traitement des affaires qui leur ont été soumises entre janvier et septembre 2024, se félicitant d'une augmentation importante par rapport à l'année précédente (103%).

La présidente de la Cour a profité de l'occasion pour annoncer une révision probable des textes encadrant la CCJA, en plus d'une réunion prochaine de la Conférence de Chefs d'État et de Gouvernement ainsi qu'une réunion du Conseil des Ministres.

Cette année judiciaire s'ouvre avec le renouvellement du bureau de la CCJA intervenu le 31 juillet 2024.

Voir le [compte rendu](#) de la réunion pour plus d'informations.

3. Arrêts cités accompagnés de la question et la réponse de droit

N.B : Les arrêts de la CCJA de l'OHADA sont publiés de manière groupée dans [un recueil de jurisprudence](#). Cela conduit à un décalage entre le prononcé des arrêts et leur diffusion, le dernier recueil publié recensant les décisions rendues entre juin et décembre 2021. Pour combler cette difficulté, on aura recours à deux alternatives :

- le site internet www.juricaf.org créé par l'association des Cours suprêmes judiciaires francophones avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie, et regroupant la jurisprudence francophone des Cours suprêmes ;
- le site internet www.jurisprudence-ohada.com créé par l'Institut international du droit d'expression et d'inspiration Françaises (IDEF).

Seront listés dans cette chronique un ensemble d'arrêts rendus le 19 janvier 2023.

[CCJA, Deuxième chambre, Madame SIMPARA Saran TRAORE c. Banque Malienne de Solidarité \(BMS-SA\), arrêt n° 001/2023 du 19 janvier 2023.](#) [Incompétence matérielle – absence d'Acte uniforme – articulation des sources supra-nationales]

« Attendu que **le droit bancaire ne figure nullement parmi les matières énumérées par l'article 2 du Traité de l'OHADA**; que par voie de conséquence, dans l'espace communautaire OHADA, la **réglementation bancaire est celle en vigueur dans les espaces sous-régionaux CEMAC et UEMOA**; qu'ainsi, en l'absence d'un Acte uniforme régissant cette matière, seules les normes édictées au gré des réformes par les organes de supervision en CEMAC et UEMOA constituent l'essentiel de cette réglementation; que par ailleurs, il est établi que la Cour d'appel de Bamako a vidé sa saisine en se fondant exclusivement sur des dispositions de droit interne; qu'il s'ensuit, au regard de l'article 14 susmentionné, que **les conditions de la compétence de la Cour de céans ne sont pas réunies**; que par conséquent, **il y a lieu pour elle de se déclarer incompétente.** »

[CCJA, Deuxième chambre, Société SCHLUMBERGER SEACO INC c. Société SENEV-TCHAD SA, arrêt n° 002/2023 du 19 janvier 2023.](#) [Incompétence des juridictions nationales – clause de règlement amiable obligatoire]

« Attendu, en effet, que de l'examen des pièces du dossier et notamment des conclusions d'appel du 23 septembre 2020, il appert que la société SCHLUMBERGER SEACO INC, **a soulevé l'incompétence du**

Tribunal de commerce de N'Djaména, en invoquant les dispositions des articles 19 de la lettre d'intention et 154 du Code tchadien de procédure civile ; que pourtant, **nulle part dans l'arrêt attaqué, on ne trouve la réponse à ce chef de demande** ; que l'omission ou le refus de réponse à des chefs de demandes étant un **cas d'ouverture à cassation** au sens de l'article 28 bis, 5^{ème} tiret, du Règlement de procédure de la CCJA, **il échet de casser l'arrêt déféré et d'évoquer, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens** ».

« Attendu, en effet, qu'aux termes des dispositions de l'article 19 de la lettre d'intention liant les parties, « la présente lettre d'intention est régie par les lois du Tchad et **les parties conviennent que tout litige né de, ou en relation avec, la présente lettre d'intention sera d'abord résolu à l'amiable par les Parties, faute de quoi il sera soumis à la juridiction exclusive de N'Djaména** » [...] ».

« Et attendu, en l'espèce, qu'**il ne ressort pas des pièces du dossier de la procédure, que cette étape de règlement amiable ait été respectée** ; que le **tribunal**, en retenant sa compétence dans le dispositif de son jugement, sans pour autant préciser dans les motifs de celui-ci, en quoi cette compétence est, en l'état, acquise, **a méconnu la loi des parties** ; que dès lors, il y a lieu d'annuler le jugement dont appel et, évoquant et statuant à nouveau, renvoyer les parties au respect de la procédure qu'elles ont librement choisie. »

[CCJA, Deuxième chambre, Le Porte Autonome de Pointe-Noire \(PAPN\) c. Diving Contractors Congo SARL, arrêt n° 003/2023 du 19 janvier 2023.](#) [Compétence matérielle - moyen relevé d'office - primauté des jugements sur opposition - répartition des compétences juridictionnelles - établissement public à caractère industriel et commercial]

« Attendu en l'espèce, que statuant sur appel d'un jugement rendu sur opposition, la cour d'appel a confirmé l'ordonnance entreprise en toutes ses dispositions, alors qu'il résulte des dispositions ci-dessus rappelées que **l'ordonnance portant injonction de payer s'efface en présence d'un jugement sur opposition** ; qu'ainsi, **la cour d'appel ne pouvait plus confirmer une décision portant injonction qui n'existait plus sur le plan juridique** ; qu'elle se contredit, par ailleurs, en énonçant que sa décision se substitue à l'ordonnance querellée ; qu'en statuant de la sorte, elle a violé les dispositions de l'article 14 de l'Acte uniforme précité ; qu'**il y a lieu pour la Cour de le relever d'office**, de casser l'arrêt entrepris de ce seul chef et d'évoquer l'affaire sur le fond, conformément aux dispositions de l'article 14, alinéa 5, du Traité de l'OHADA ».

« Attendu que, pour se déclarer incompétent, le premier juge s'est contenté d'énoncer « que, cependant, étant donné que le contrat qu'il a signé avec la Société Diving Contractors Congo Sarl est un contrat administratif, (...) il y a lieu de se déclarer incompétent » ».

« Mais attendu, en l'espèce, que le Tribunal de commerce de Pointe-Noire, s'est déclaré incompétent, **sans aucune motivation**, alors même que le litige opposant les deux parties, résulte de **l'activité commerciale du Port Autonome de Pointe-Noire en tant qu'établissement à caractère industriel et commercial** ; qu'en cette qualité, les contrats qu'il conclut pour les **besoins de ses activités** relèvent nécessairement de la **compétence de la juridiction judiciaire** ; que **c'est donc à tort que le Tribunal de commerce de Pointe- 5 Noire s'est déclaré incompétent** pour trancher le différend qui oppose la Société Diving Contractors Congo Sarl et le Port Autonome de Pointe-Noire, relativement aux demandes de paiement des travaux exécutés dans le cadre d'un marché annulé ; qu'il y a lieu, dès lors, d'annuler sa décision et, évoquant et statuant à nouveau, de se déclarer compétente ».

[CCJA, Deuxième chambre, Société Total Marketing Tchad c. Société La Paix SA, n° 004/2023 du 19 janvier 2023](#). [Dispositions d'ordre public – résiliation d'un contrat de bail – clause inopérante]

Article 133 alinéa 1 de l'Acte uniforme portant sur le droit commercial : « *Le preneur et le bailleur sont tenus chacun en ce qui le concerne au respect de chacune des clauses et conditions du bail sous peine de résiliation.* »

« Attendu que la société Total Marketing Tchad fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir, par fausse application de l'article 133 de l'Acte uniforme susvisé, violé la loi, en retenant la rupture abusive du contrat liant les parties, alors, selon le moyen, que dans le cas d'espèce, il ne s'agit pas d'une inexécution contractuelle de la part d'une partie, mais plutôt d'une résiliation pour cause de travaux dans les locaux donnés à bail, conformément aux dispositions de l'article 127 du même Acte uniforme. »

« Mais attendu que la cour d'appel a retenu « ... qu'en l'espèce, la société Total Marketing Tchad a procédé à l'expulsion de la société La Paix SA **avant le terme de 5 ans, violant ainsi frontalement les dispositions de leur propre convention** ; (...) ; considérant que l'article 133 du code OHADA précité est **d'ordre public** (article 134) ; que **la convention de quelque nature qu'elle soit ne saurait l'y déroger** ; qu'ainsi, **l'article 10 du contrat qui a accordé la possibilité de rompre le contrat à tout moment et sans motif est inopérant au regard de l'article 133 qui relève du droit communautaire** » ; qu'en statuant comme elle l'a fait, la cour d'appel a fait une exacte application du texte visé au moyen ; qu'il s'ensuit que le moyen, n'étant pas fondé, sera rejeté. »

[CCJA, Deuxième chambre, L'Agence Congolaise de l'Environnement \(ACE\) c. La société STANDARD BANK RDC S.A. et La société H.T INFRANCO SARL, n° 006/2023 du 19 janvier 2023](#). [Incompétence matérielle – sanctions pénales – procédure d'exécution provisoire – moyen d'office]

« Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 14, alinéas 3 et 4, du Traité de l'OHADA, « saisie par la voie du recours en cassation, la Cour se prononce sur les décisions rendues par les juridictions d'appel des États parties dans toutes les affaires soulevant des questions relatives à l'application des actes uniformes et des règlements prévus au présent Traité **à l'exception des décisions appliquant des sanctions pénales.** Elle se prononce dans les mêmes conditions sur **les décisions non susceptibles d'appel** rendues par toute juridiction des États parties dans les mêmes contentieux... » »

«Attendu que ces dispositions, qui excluent l'exercice par la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de sa compétence relative au contentieux des Actes uniformes lorsque la décision querellée prononce une sanction pénale ou est susceptible d'appel au regard du droit national de l'État partie concerné, sont complétées par l'article 16 du Traité selon lequel **les recours en cassation contre les décisions relatives aux procédures d'exécution, non régies par le droit OHADA, relèvent de la compétence des juridictions nationales.** »

« Attendu qu'il est établi, en l'espèce, que la juridiction présidentielle du Tribunal de grande instance de Kinshasa/ Gombe a été saisie d'une requête aux fins de défenses à exécution provisoire de l'ordonnance d'un juge ayant condamné la société STANDARD BANK RDC SA aux causes de la saisie pratiquée ; que vidant sa saisine, elle n'a répondu qu'à cette demande. »

« Que sa décision, **bien qu'en lien avec les voies d'exécution forcée régies par un Acte uniforme, a été rendue relativement à une procédure d'exécution au sens de l'article 16 susvisé du Traité** ».

« Qu'**il y a donc lieu pour la Cour de céans de le relever d'office et, par voie de conséquence, de se déclarer incompétente.** »

Tribunal International du Droit de la Mer

Avec la contribution de Charlotte Collard, doctorante à l'Université de Paris I

Affaire CPA n° 2019-28, Différend concernant la détention de navires de la marine ukrainienne et de militaires ukrainiens (Ukraine c. Fédération de Russie)

Le 28 octobre 2024, le Président du Tribunal international du droit de la mer a nommé Madame Kathy-Ann Brown (Jamaïque) arbitre dans la [procédure arbitrale initiée en 2019 par l'Ukraine contre la Fédération de Russie dans le différend concernant la détention de navires de la marine ukrainienne et de militaires ukrainiens](#) – cette procédure étant régie par l'Annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).

Selon le [communiqué de presse du TIDM du 28 octobre 2024](#), cette nomination est intervenue après que l'un des arbitres du tribunal arbitral s'était désisté et que les deux parties au différend n'étaient pas parvenues à un accord (dans un délai de 60 jours) sur la désignation de son remplacement.

Bien que cette procédure arbitrale se déroule sous l'égide de la Cour permanente d'arbitrage, le Président du TIDM est intervenu au titre de l'article 3, alinéa f), de l'Annexe VII de la CNUDM, en vertu duquel tout siège vacant du tribunal arbitral doit être pourvu « de la manière prévue pour la nomination initiale ».

Jurisprudences des cours régionales des droits de l'Homme

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Camille Michel, doctorante à l'Université d'Orléans

[Pérez Lucas y otros vs. Guatemala](#). Fonds, Réparations et coûts. 4 septembre 2024. Série C No. 536.

[Droit à la reconnaissance de la personnalité juridique - Droit à la vie - Droit à l'intégrité personnelle et à la liberté personnelle - Obligations de respecter et garantir les droits - Disparition forcée - Garanties judiciaires - Protection judiciaire - Droit à connaître la vérité - Obligations de respecter et de garantir les droits - Obligation d'enquête, de jugement et de sanction de la disparition forcée - Droits à la liberté d'association et de défense des droits de l'Homme - Droit à l'intégrité personnelle des familles des victimes de disparition forcée - Protection de la famille - Droits de l'enfance - Droits de circulation et de résidence]

Dans cet arrêt, la Cour a déclaré la responsabilité internationale du Guatemala pour des violations aux droits de l'Homme commis contre Agapito Pérez Lucas, Nicolás Mateo, Macario Pú Chivalán et Luis Ruiz Luis, ainsi que contre les membres de leur famille. Ces personnes du peuple indigène Maya K'iche ont été victimes de disparition forcée commise par des membres de l'Armée du Guatemala. La Cour a souligné que la disparition forcée a été « une pratique de l'État » durant le conflit armé interne entre les années 1962 et 1996. Les victimes étaient également membres d'une organisation de droits de l'Homme, menant des actions de « libération » des paysans recrutés de force par les « Patrouilles d'Autodéfense Civile », et dès lors étaient considérées comme des « ennemis » par les forces de sécurité de l'État guatémaltèque.

La Cour a notamment rappelé le devoir spécial de l'État de protection du droit de défendre les droits de l'Homme. Ce dernier doit s'abstenir d'imposer des limites ou des restrictions illégitimes au travail des défenseurs des droits de l'Homme, a une obligation renforcée de formuler et de mettre en œuvre des instruments de politique publique appropriés et de veiller à ce que les défenseurs des droits de l'Homme soient protégés contre toute forme de discrimination. La Cour a également considéré que la disparition forcée des quatre défenseurs des droits de l'Homme a brusquement interrompu les projets de vie et les options de vie de leurs proches. L'absence de leurs proches a provoqué un changement drastique dans leurs conditions et dynamiques quotidiennes, affectant irrémédiablement le cours de leur vie. L'État n'a entre autres pas mis en œuvre ses obligations d'enquêter, de juger et de sanctionner, de manière diligente et dans un délai raisonnable, ces disparitions forcées.

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Avec la contribution de Fagueye Wélé, doctorante à l'Université Paris Nanterre

À paraître prochainement.

Cour européenne des droits de l'Homme

Avec la contribution de Pierre Jourdain, doctorant de l'Université Paris-Panthéon-Assas

À paraître prochainement.

Cour de justice de l'Union européenne

Avec la contribution d'Arthur Etronnier, doctorant contractuel en droit international et européen à l'Université Paris XII

À paraître prochainement.

JURISPRUDENCES NATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Jurisprudences relatives au droit d'asile

Cour Nationale du Droit d'Asile

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

À paraître prochainement.

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

À paraître prochainement.

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

À paraître prochainement.

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloïse Petit-Prévost, docteur de l'Université d'Angers

À paraître prochainement.

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Le Club des juristes

F. T. DAVIS, « [Eric Adams, maire de New-York, inculpé de corruption : les dessous d'un feuilleton judiciaire](#) », 4 octobre 2024.

G. CAHIN, « [Israël, Liban, Iran : vers une multiplication des conflits armés ?](#) », 10 octobre 2024.

L. DE SAINT-PERN, « [Liberté d'avorter dans l'État de Géorgie \(USA\) : un feuilleton juridique](#) », 10 octobre 2024.

S. CASSELLA, « [Accords commerciaux UE – Maroc : fin de la saga juridique ?](#) », 14 octobre 2024.

H. RASPAIL, « [Archipel des Chagos : le Royaume-Uni reconnaît la souveraineté de l'île Maurice](#) », 15 octobre 2024.

LA REDACTION, « [que contient la loi suédoise sur le viol ?](#) », 17 octobre 2024.

R. LE BŒUF, « [Des soldats de la FINUL blessés par Tsalal : quel est le statut des Casques bleus ?](#) », 24 octobre 2024.

P. TROUILLARD, « [Présidentielle américaine : la loterie à un million de dollars d'Elon Musk, c'est légal ?](#) », 24 octobre 2024.

F. G SELL, « [Comment encadrer l'IA ? L'échec du projet de loi californien](#) », 25 octobre 2024.

E. FOHRER-DEDEURWAERDER, « [Laurent Vinatiers, un "espion pas comme les autres" ?](#) », 28 octobre 2024/

B. FIORINI, « [Réélu, Donald Trump peut-il vraiment "virer" le procureur spécial Jack Smith "en deux secondes" ?](#) », 29 octobre 2024.

H. ROUIDI, « [Italie et GPA : non, le tourisme procréatif n'est pas un "délict universel"](#) », 30 octobre 2024.

Libertés, libertés chéries

Roseline LETTERON, « [La CEDH met un frein au droit de se promener nu, à vélo](#) », 3 octobre 2024.

Roseline LETTERON, « [Demandeurs d'asile : les reconduites collectives sous le contrôle de la CEDH](#) », 13 octobre 2024.

Multipol

Mara TIGNINO, « [The implications of the armed conflict against Hezbollah for the United Nations Interim Force in Lebanon \(UNIFIL\)](#) », 15 octobre 2024.

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Samuel Claude, doctorant à l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis

Armed Groups and International Law

K. Kramer, « [Beyond Compliance Symposium: Practical measures to prevent and mitigate conflict-induced food insecurity](#) », 3 octobre 2024.

Y. Mouratidi, « [Proceedings before the East African Court of Justice: The Democratic Republic of the Congo against the Republic of Rwanda](#) », 7 octobre 2024.

E. Heffes, « [Beyond Compliance Symposium: Armed Groups, Compliance and International Law. There is more than meets the eye](#) », 10 octobre 2024.

S. Holmes, « [Beyond Compliance Symposium: War is not skin deep – International Humanitarian Law and mental health](#) », 15 octobre 2024.

P. Parisi, « [Beyond Compliance Symposium: Security beyond the physical – Addressing the Nasa indigenous people's spiritual harm in armed conflict](#) », 29 octobre 2024.

ASIL Insights - American Society of International Law

D. Cubie, « [Disasters, International Law, and the Rights of Older Persons: New Developments](#) », 16 octobre 2024.

DCU Brexit Institute

D. Genini, « [Moving Beyond: The Rebirth of EU-UK Relations After Brexit](#) », 4 octobre 2024.

S. Diessner, C.-A. Petit, « [EU Industrial Policy: enhancing the European Parliament's oversight to strengthen democratic accountability](#) », 10 octobre 2024.

B. Szoka, « [Event Report: The EU General Court and the Preliminary Reference Procedure](#) », 15 octobre 2024.

D. Keohane, « [The UK Strategic Defence Review: What will it mean for Ireland and EU-UK relations?](#) », 21 octobre 2024.

I. Cooper, « [What Economic Policy Direction for the New Commission?](#) », 31 octobre 2024.

[EJIL : Talk ! - Blog of the European Journal of International Law](#)

T. Mulder, « [Evacuations In Armed Conflict: A Fine Line Between A Life-Saving Measure And Forced Displacement](#) », 9 octobre 2024.

E. Haxton, « [“The Court has gone through a step change.” An interview with the Registrar of the International Criminal Court, Osvaldo Zavala Giler](#) », 10 octobre 2024.

B. Johari, « [From Ratification to Realisation: An International Perspective on UNCRPD Enforcement Mechanisms and the Path Forward for India](#) », 11 octobre 2024.

K. Istrefi, L. Pasquet, « [The law and politics of creation of the micro religious Bektashi state in Albania](#) », 14 octobre 2024.

J. Miller Smallwood, J. Gilbert, « [Can the global framework on biodiversity truly deliver on respecting nature’s intrinsic value? A call for COP 16 to implement non-market approaches to the global biodiversity targets](#) », 15 octobre 2024.

C. Schaller, « [Navigation of Warships in the Taiwan Strait](#) », 18 octobre 2024.

H. B. Triana, « [A customary rule against unilateral economic sanctions of the nature of the Helms-Burton Act? Regarding another \(potential\) vote in the United Nations General Assembly against the “bloqueo”](#) », 21 octobre 2024.

S. von Massow, « [Joined Cases C-779/21 P, Commission v Front Polisario and C-799/21 P, Council v Front Polisario: The Unresolved Contest Between ‘Benefits’ and ‘Consent’](#) », 23 octobre 2024.

M. Thøgersen, « [‘An Attack on Maersk Strikes Everywhere at Once’: International law and the Political Economy of Digitalization](#) », 24 octobre 2024.

J. Hartmann, L. Köhne, V. Widdig, « [Arms Exports and Access to Justice: Enforcing International Law through Domestic Courts](#) », 25 octobre 2024.

F. Shahlaei, « [Why the ECtHR's Grand Chamber should rule on the independence and impartiality of the Court of Arbitration for Sport in its Semenya judgment](#) », 28 octobre 2024.

M. Lima, « [The livestock sector and potential violations of the Paris Agreement](#) », 31 octobre 2024.

EU Immigration and Asylum Law and Policy

D. Thym, « [Secondary Movements: Lack of Progress as the Flipside of Meagre Solidarity](#) », 3 octobre 2024.

C. Leclercq, « [The new EU Resettlement Framework: A flexible harmonization undermining fundamental rights](#) », 8 octobre 2024.

C. Warin, V. Ilareva, « [Vulnerability in the New Pact: an empty promise to protect, or an operational concept?](#) », 11 octobre 2024.

L. Tsourdi, « [Funding the New Pact on Migration and Asylum: Symbolic Politics or Structural Shifts in the Policies' Implementation Design?](#) », 13 octobre 2024.

U. Brandl, « [Mix and Match. Detention, "De-Facto Detention" or just Restrictions of Freedom of Movement in the New Pact](#) », 14 octobre 2024.

I. Goldner Lang, « [Instrumentalisation of Migrants: It is Necessary to Act, but How?](#) », 15 octobre 2024.

N. Vavoula, « [The Transformation of Eurodac from an Asylum Tool into an Immigration Database](#) », 16 octobre 2024.

B. Nagy, « [The Qualification Regulation: a mixed bag, inherited from 2016.](#) », 17 octobre 2024.

E. Guild, « [EU Pact Instruments on Asylum and Minimum Human Rights Standards](#) », 21 octobre 2024.

EU Law Analysis

S. Nicolosi, T. E. Lagrand, « [Setting Gender-Based Asylum Straight: The Court of Justice’s Landing Point](#) », 7 octobre 2024.

S. Weatherhill, « [Is this the end of football’s transfer system? An immediate reaction to the Court’s ruling in Diarra \(C-650/22\)](#) », 7 octobre 2024.

S. Peers, « [Pyrrhic victory for the Greek government: the CJEU rules on Turkey as a “safe third country”](#) », 11 octobre 2024.

A. Li, « [Latest Updates on The Legitimate Interest Ground for Processing Personal Data \(Article 6\(1\)\(f\) of GDPR\): the latest CJEU Case and EDPB New Guidelines](#) », 13 octobre 2024.

S. Peers, « [‘Safe countries of origin’ in asylum law: the CJEU first interprets the concept](#) », 14 octobre 2024.

EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law

J. Stagstrup, « [Has the Pilot Been Grounded? The Decline of the EU Pilot in EU Environmental Law Enforcement](#) », 16 octobre 2024.

F. Gravina, « [The need to involve the Court of Justice in future agreements between the EU and Switzerland](#) », 17 octobre 2024.

M. Poulin, « [Current Pitfalls of Addressing Intersectional Discrimination in the Workplace in EU Law: Hope for the Future?](#) », 21 octobre 2024.

A. Plan, « [Published on Oct 21, 2024 DOI 10.21428/9885764c.085a6cc3 Why does the CJEU talk in hypotheticals? The Mirin case beyond Gender Recognition](#) », 21 octobre 2024.

E. J. Kyriakides, « [Into the Data Transfer Thicket: The Dutch Uber Decision and the Relationship Between GDPR Article 3 and Chapter V](#) », 22 octobre 2024.

D. Nagode, « [Act II: The Franco-Italian Crusade Against Meat Alternatives Gets Butchered](#) », 28 octobre 2024.

Humanitarian Law and Policy

- C. Droege, « [Championing IHL compliance in contemporary armed conflict: the 2024 ICRC Challenges Report](#) », 9 octobre 2024.
- M. Lloyd, P. Herby, C. Baudot, T. Ehret, « [Protecting essential service personnel is a vital part of humanitarian action](#) », 10 octobre 2024.
- T. Rodenhäuser, « [Internment by non-state armed groups: legal and practical limits](#) », 15 octobre 2024.
- M. Pollard, « [IHL and the challenge of maintaining food security in armed conflict](#) », 17 octobre 2024.
- E. Policinski, « [The Geneva Conventions at 75: what was the role of the International Conference of the Red Cross and Red Crescent in securing protection for civilians?](#) », 22 octobre 2024.
- K. Lindvall, P. Iwanowska, V. Murphy, « [Applying IHL with a gender perspective in the planning and conduct of military operations](#) », 24 octobre 2024.
- M. Bamber-Zryd, « [ICRC engagement with armed groups in 2024](#) », 31 octobre 2024.

International Law Blog

- L. Munhoz, J. Rezende, « [Brazilian Traceability in Cattle Farming and the EU Anti-Deforestation Law: Solution or Problem?](#) », 7 octobre 2024.

Opinio Juris

- E. Mullin, G. Stanton, « [Prosecuting Putin: Creation of a Special Tribunal for Russian Aggression](#) », 1 octobre 2024.
- G. Bisharat, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: Palestine at the ICJ – International Law v The “Rules Based Order”](#) », 7 octobre 2024.

J. Bastaki, H. Halilovic, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: Genocide at the ICJ – The Bosnia Case and Implications for Gaza](#) », 8 octobre 2024.

J. M. Barreto, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: The Palestinian Genocide and the Colonial Core of International Law](#) », 8 octobre 2024.

S. Takahashi, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: Israel must be Expelled from the United Nations](#) », 9 octobre 2024.

H. B. Bülbül, H. Dişli, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: The Double-Edged Sword of Humanitarianism – UNRWA and Struggle for Palestinian Agency in the Colonial Context](#) », 9 octobre 2024.

V. Kattan, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: A Thought Experiment – What if we Tried to Organise the “Rethinking International Law after Gaza” Conference in the UK?](#) », 10 octobre 2024.

B. A. Zuluf, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: International Law Beneath the Rubble – Academic Complicity in Gaza Genocide](#) », 10 octobre 2024.

B. C. Browne, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: Containing Liberation – The Transitional Justice Industrial Complex in Palestine](#) », 10 octobre 2024.

M. Beheşti Aydoğan, O. E. Bulut, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: Trade, Resistance and International Law – Responding to Atrocities](#) », 11 octobre 2024.

I. Adel, « [Rethinking International Law After Gaza Symposium: Unlawful Occupation as Ongoing Aggression – Rethinking Legal Responses in the Context of Palestine](#) », 11 octobre 2024.

J. Johurun Nessa, « [Delays, Interference, and Espionage: The ICC’s Struggle with Arrest Warrants in the Situation in the State of Palestine](#) », 11 octobre 2024.

J. Okechukwu Effoduh, « [Colonial Judicial Legacy as a Latent Challenge for the Adoption of Algorithmic Sentencing in African Courts](#) », 14 octobre 2024.

J. Quigley, « [‘Slow Death’ as Genocide: The Convention Was Written for Gaza](#) », 14 octobre 2024.

T. Quadt, « [Standards of Delivery: On the OTP's Continuing Questionable Complementarity Standards in the Situation in Libya for Crimes Against Migrants](#) », 15 octobre 2024.

N. Ali, « [Law, Narrative, War and Revolution](#) », 22 octobre 2024.

C. Francavilla, « [International Court Rulings Require EU Action on Israel and Palestine: Sanctions, Trade Measures, Support for ICC Crucial to Comply with International Law](#) », 24 octobre 2024.

A. Gurmendi, S. Zarmsky, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: Introduction](#) », 28 octobre 2024.

Z. Wojciak, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: What if Godzilla Was a Climate Emergency?](#) », 28 octobre 2024.

M. Parish, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: The Ethics of Aerial Bombing in Apple TV's 'Masters of the Air'](#) », 28 octobre 2024.

E. Hernandez-Lopez, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: Jurisdiction in Star Wars Andor – TWAIL Perspectives and Current Lessons . . . for a galaxy NOT so far away . . .](#) », 28 octobre 2024.

P. Stewens, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: "My Genocide, My Responsibility" – The 100's Massacre at Mount Weather and International Criminal Law](#) », 28 octobre 2024.

T. J. Kimutai, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: "Melodies of Morality"- Exploring the Impact of Anti – abortion Songs on Women's Rights in Africa](#) », 29 octobre 2024.

J. Provan, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: Dune's Great Convention – An Analogy for International Law](#) », 29 octobre 2024.

C. R. Gonzalez, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: The "Panem Statute" – the Reconfiguration of the State of Panem and the Trial of Coriolanus Snow for War Crimes and Crimes Against Humanity](#) », 30 octobre 2024.

S. Zimmerman, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: Doctor Who and Humanitarian Interventions – How a Time Lord foreshadows the Responsibility to Protect](#) », 30 octobre 2024.

F. Ahdash, S. S. Jaber, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: Understanding the Nakba through Arab Drama – Documentation and Symbolism in al-Taghreba al-Falastinya](#) », 30 octobre 2024.

L. Teillet, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: “Ruthlessness Is Mercy Upon Ourselves”? Odysseus’ War Crimes in EPIC: The Musical](#) », 30 octobre 2024.

I. Infante, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: “Equivalent Exchange” – Reparations for Victims of Gross Violations of International Human Rights Law and Serious Violations of International Humanitarian Law in Fullmetal Alchemist](#) », 31 octobre 2024.

L. M. Bulnes, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: “360” by Charli XCX – The Role of ‘Pioneers’ in the Construction of Identities in Chilean Antarctic Claims](#) », 31 octobre 2024.

R. Barreto-Pirela, « [Fourth Annual Symposium on Pop Culture and International Law: Fleeing with an Olympic Dream – The Human Right to a Life Project of Forcibly Displaced People Following The Swimmers](#) », 31 octobre 2024.

Conflict of Laws

A. Bhargava, « [Delhi High Court Grants Rare Anti-Enforcement Injunction: Implications for International Disputes](#) », 2 octobre 2024.

B. Elbati, « [The Dubai Supreme Court on Indirect Jurisdiction – A Ray of Clarity after a Long Fog of Uncertainty?](#) », 3 octobre 2024.

T. Lutzi, « [Compensation, y nada más – CJEU decides against Real Madrid in Case C-633/22](#) », 4 octobre 2024.

P. Sooksripaisarnkit, « [An anti-suit injunction in support of an arbitration agreement in light of the EU Sanction against Russia](#) », 8 octobre 2024.

B. Elbati, « [The Moroccan Supreme Court on the Authenticity of an Apostilled Certificate of Conversion to Islam](#) », 9 octobre 2024.

J. Lin, « [“Other Appropriate Connections”: China’s Newly Adopted Jurisdiction Ground](#) », 9 octobre 2024.

B. Elbati, « [The Bahraini Supreme Court on Choice of Court Agreements, Bases of Jurisdiction and... Forum non Conveniens!](#) », 9 octobre 2024.

F. Murányi, « [Children’s rights, private law and criminal law perspectives of parental child abduction](#) », 29 octobre 2024.

J. Hoevenaars, E. Silva de Freitas, « [NUON-Claim v. Vattenfall: Pivotal or dud for collective actions in the Netherlands?](#) », 31 octobre 2024.

European Association of Private International Law Blog

V. Richard, « [CJEU Rules on the Material Scope of the Brussels I bis Regulation](#) », 11 octobre 2024.

H. Luku, « [The CJEU on the Recognition of a Union Citizen’s Change of First Name and Gender Identity](#) », 15 octobre 2024.

E. Sinander, « [Finnish Supreme Court on Residual Jurisdiction in Child Custody Matters](#) », 18 octobre 2024.

Cambridge International Law Journal (CILJ) Blog

M. S. A. Pirzada, « [Championing Digital Sovereignty – ECtHR’s Ruling in Podchasov v Russia](#) », 2 octobre 2024.

K. K. Adnan, « [Eco Oro v Colombia: How Perplexed is Determining Quantum?](#) », 14 octobre 2024.

A. Variath, « [Lunar Mining and the Erosion of the Common Heritage Principle: What’s the Future of the Moon Agreement?](#) », 20 octobre 2024.

J. C. Simeon, « [Prosecuting the Crime Against Peace or Aggression](#) », 28 octobre 2024.

[British Institute of International and Comparative Law](#)

I. Pietropaoli, J. Elliott, S. Gonzalez « [Towards New Human Rights and Environment Due Diligence Laws: Reflections on Changes in Corporate Practice](#) », 15 octobre 2024.

I. Pietropaoli, « [Towards New Human Rights and Environment Due Diligence Laws: Alignment with the Spirit of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights](#) », 21 octobre 2024.

G. Greville, « [Workers' Rights at the ICJ: The Upcoming Advisory Opinion on the Right to Strike](#) », 28 octobre 2024.

C. De Fazio, « [Sanctions-Related ISDS Disputes - Issues of Jurisdiction and Merits](#) », 30 octobre 2024.

[Michigan Journal of International Law \(MJIL\) Blog](#)

J. Deibo, « [The Balancing Act: How the European Union's Artificial Intelligence Act Properly Frames the Dangers and Benefits of Using Biometric Identification to Combat Human Trafficking](#) », octobre 2024.

J. Hing Pui Yen, « [The Diminishing Status of the ICCPR in Hong Kong Following the Promulgation of the National Security Law](#) », octobre 2024.

[Blog - Center for international Environmental Law](#)

L. Fenlock, « [An Imperfect Storm: Hurricane Helene Exposes Insurers' Climate Hypocrisy](#) », 7 octobre 2024.

C. G. Zendejas, « [IFC's Responsible Exit: A Critical Step for Accountability, But Real Test Lies Ahead](#) », 7 octobre 2024.

A. Manahan, « [World Bank Annual Meetings 2024: Centering on People and Accountability in the Climate Crisis](#) », 14 octobre 2024.

J. Moore, E. Moore, C. G. Zendejas, « [Third-party funder is the only winner in Odyssey Marine Exploration's suit against Mexico](#) », 21 octobre 2024.

B. de Almeida Campos, « [CBD COP16: A Crucial Moment To Address Oil and Gas Threats to Biodiversity](#) », 21 octobre 2024.

Just Security

B. Rosen, « [Threats and Response Options in the Escalating Israel-Iran Conflict](#) », 2 octobre 2024.

R. S. Adams, « [US Should Learn from Afghanistan and Vietnam Withdrawals to Better Protect Vulnerable Allies](#) », 3 octobre 2024.

O. Poiednyok, « [Ukraine's Approach to Russian 'Passportization' Requires Balancing National Security and Individual Rights](#) », 4 octobre 2024.

E. Schwarz, N. Renic, « [Beyond Law: Reaffirming the Centrality of Ethics in War](#) », 7 octobre 2024.

M. J. Stephan, « [Lessons from Around the World: Engaging 'Pillars of Support' to Uphold and Expand Democracy](#) », 9 octobre 2024.

J. Street, « [What the UN's Summit of the Future Can Teach Us – When the Dust Settles](#) », 11 octobre 2024.

T. Markus, « [Lifting Russia Sanctions – What Can a President Do Unilaterally?](#) », 16 octobre 2024.

K. Bassuener, « [European Court Intervention by Bosnia's International High Representative Risks Limiting the Country's Potential](#) », 16 octobre 2024.

M. Brehm, E. Giorgou, « [Ensuring Respect for International Humanitarian Law in Arms-Transfer Decisions](#) », 22 octobre 2024.

L. N. Sadat, A. Radhakrishnan, « [Justice Delayed is Justice Denied: Moving Forward with a New Crimes Against Humanity Treaty](#) », 23 octobre 2024.

D. Ghezelbash, C. Hruschka, « [Fair and Fast Asylum Processing: Lessons from Switzerland](#) », 24 octobre 2024.

R. Ingber, « [Confronting the War on International Law in the United States](#) », 25 octobre 2024.

E. Lieblich, « [Making Sense of International Law in Light of Israel and Iran's Latest Round of "Retaliation"](#) », 26 octobre 2024.

Kluwer Arbitration Blog

V. Grebenkova, L. Kanametova, O. Louise, « [Search for Justice in an Imperfect World: Gazprom Export v Uniper Global Commodities SE and Methanhandel GmbH](#) », 1 octobre 2024.

A. Masser, T. Schneider, H. Jacobs, « [Berlin Court Holds Arbitration Admissible to the Exclusion of \(Russian\) State Courts](#) », 2 octobre 2024.

R. Castro de Figueiredo, « [Interpreting Investment Treaties in Good Faith: Whose Good Faith?](#) », 4 octobre 2024.

K. Wagner, « [Angel Samuel Seda and Others v Colombia: New Pathways in the Application of Security Exceptions?](#) », 7 octobre 2024.

G. Blanke, « [The Enforceability of DIFC-LCIA Arbitration Clauses in the Light of Decree No. 34/2021: A View from Within the UAE](#) », 9 octobre 2024.

A. McDonald, « [Governing Law of Arbitration Agreements Arising From Standing Offers to Arbitrate in Treaties and Foreign Legislation: The Exception to the Default Rule Under the English Arbitration Bill](#) », 11 octobre 2024.

N. Ferreira Lousa, P. Ferreira Ribeiro, « [COVID-19: Fundamental Change of Circumstances or Force Majeure? Insights from Portugal](#) », 11 octobre 2024.

N. Bassiri, L. Jaroslavsky, « [Time to Listen and Act: Settlement Facilitation in Arbitration](#) », 18 octobre 2024.

C. Devonish, « [The Modernization of Guyana's Arbitration Regulatory Framework: A Bid to Become an Arbitration Hub](#) », 24 octobre 2024.

L. Zhuang, « [Exploring the Frontier of IP and Technology Dispute Resolution: Highlights from the CIArb-IPOS Conference](#) », 25 octobre 2024.

R. Sassine, « [Paris Court of Appeal Sets Aside ICC Arbitral Award in a USD 15 Billion Dispute Due to the Irregular Constitution of the Arbitral Tribunal](#) », 28 octobre 2024.

A. Gojani, K. Nezaj-Shehu, « [Evolution of Kosovo's Investment Arbitration Law: Defining the Foreign Investor and the State's Role in Arbitration](#) », 29 octobre 2024.

K. Goldberg, J. G. Campos, « [Brazilian Superior Court of Justice Rules on the Non-application of the Code of Civil Procedure to Arbitration](#) », 30 octobre 2024.

Refugee Law Initiative Blog

M. Powell, « [Rethinking European Security: The Strategic Missteps of EU Border Externalisation in North Africa](#) », 8 octobre 2024.

J. Lehmann, N. Welfens, « [Germany's Federal Admissions Program for People from Afghanistan. The Role of Civil Society in Policy Making and Implementation](#) », 9 octobre 2024.

H. Khan, « [The Responsibility to Protect vs. National Sovereignty: The Case of Rohingya Refugees in Myanmar and Bangladesh](#) », 14 octobre 2024.

I. Manganini, « [Refugee law between resistance and compliance: a reparative reading of a classic feminist struggle](#) », 15 octobre 2024.

J. Lewine, « [Paths to Peace: Reconciliation Strategies for Ukraine's Displaced Populations](#) », 23 octobre 2024.

L. A. Pebe Muñoz, « [Forced Human Mobility Due to Environmental Factors in Peru: Legislative Advances and Implementation Challenges](#) », 24 octobre 2024.

Strasbourg Observers

P. Järvinen, V. Vikman, « [Pasquinelli and Others v. San Marino - The Momentous Competing Interests of the Community as a Whole Against Healthcare Workers Refusing the Covid-19 Vaccine](#) », 4 octobre 2024.

M. Baumgärtel, « [Whatever Happened to Greek Hotspots ? The Routine Handling of Routine Violations in M.A. and Others v. Greece](#) », 11 octobre 2024.

D. Ganesan, R. Köhler, « [Trans People in Prison and the Law : Lessons From W.W. v. Poland](#) », 18 octobre 2024.

I. Kienzle, « [Evidently Unlawful, Yet Difficult to Evidence : M.A and Z.R. v. Cyprus Advances Strasbourg's Case Law on Pushbacks](#) », 22 octobre 2024.

Y. Gökce, « [The European Court's Deference to Türkiye : A Critical Review of the Yasak Judgement](#) », 25 octobre 2024.

S. Ganty, « [Sliding Fast Down the Slippery Slope of Criminalization of Poverty in Strugurel Ion Dian Against Denmark](#) », 29 octobre 2024.

C. Van de Graaf, E. Brems, S. Hennette-Vauchez, « [Third Party Intervention to the ECtHR in F.D. and I.M. and Three Others \(Les Hijabeuses\) v. France](#) », 31 octobre 2024.

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

Aucune actualité relevée.

Blogs de langue italienne

Avec la contribution de Chiara Parisi, docteur de l'Université Côte d'Azur

À paraître dans la prochaine lettre.